Document généré le 8 août 2025 06:40

Bulletin de l'Association des démographes du Québec

Le problème de la population mondiale : point de vue d'un député fédéral

Doug Roche

Volume 3, numéro 2, hors-série, 1974

Année mondiale de la population

URI : https://id.erudit.org/iderudit/305782ar
DOI : https://doi.org/10.7202/305782ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1713 (imprimé)
1925-3478 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Roche, D. (1974). Le problème de la population mondiale : point de vue d'un député fédéral. *Bulletin de l'Association des démographes du Québec*, *3*(2), 20–23. https://doi.org/10.7202/305782ar

Tous droits réservés © Association des démographes du Québec, 1974

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LE PROBLEME DE POPULATION MONDIALE: POINT DE VUE D'UN DEPUTE FEDERAL[1]

Les Nations Unies jugent ces mesures[2] et d'autres indispensables à l'établissement d'un nouveau régime de relations économiques internationales fondées sur la justice, l'égalité souveraine, et l'interdépendance des intérêts des pays nantis et démunis. Bref, le nouveau régime fournit un instrument pour une association mondiale en vue de l'expansion économique et sociale. Il y a loin toutefois entre le nouveau régime économique international préconisé par les Nations Unies et son acceptation par les pays nantis. Il n'en est nullement question dans le discours du trône.

Lors de la conférence sur la population mondiale à Bucarest, le Canada a soigneusement évité de mentionner le nouveau régime, même si de nombreux pays réclament l'élaboration d'un plan d'action pour la population mondiale dans les cadres de ce nouveau régime. Par exemple, la Finlande a déclaré clairement qu'elle appuyait le nouveau régime comme "condition indispensable à la réalisation du plan d'action". Cela m'amène à parler de la nécessité d'une politique démographique nationale qui a son tour requiert la compréhension du problème de la démographie mondiale. Le problème a une double portée: la croissance rapide de la population dans les régions en voie de développement et le niveau de vie élevé dans les régions nanties.

Dans la première phase de l'évolution de l'humanité, il a fallu attendre jusque vers 1800 pour que la population atteigne le milliard; en 1928 elle avait atteint deux milliards et en 1961, trois milliards, on s'attend que l'an prochain, elle atteindra les quatre milliards. Donc, les intervalles permettant d'accomoder un milliard d'être humains de plus sont passés de 128 à 33, à 14 ans. L'écart continue de se resserrer. Les démographes peuvent dire maintenant avec certitude qu'en 2000, il y aura sept milliards d'âmes sur terre, soit le double de la population actuelle. En 1972, la population mondiale s'est accrue de 71 millions, soit l'écart entre les 120 millions de naissances et les 49 millions de décès.

---

(1) Extrait des Débats de la Chambre des Communes, Vol. 119, no. 4, 1er Session, 30e législature, le jeudi 3 octobre 1974. (Il s'agit, bien sur, d'une traduction officielle du discours de M. Roche député conservateur d'Edmonton - Strathcona, N.D.L.R.

(2) M. Roche, dans la première partie de son exposé, avait proposé une série de mesures tirées de travaux d'experts internationaux favorisant l'adoption d'un nouvel ordre économique international (N.D.L.R.).

Les progrès de la science médicale ont permis de réduire les taux de mortalité aux deux extrémités: plus de bébés survivent et les gens vivent plus longtemps. Presque la moitié de la population mondiale a moins de 15 ans. Il y a, en ce moment, deux fois plus de mères en puissance vivantes qu'il y en avait il y a 20 ans. Même si les taux de fertilité sont en baisse, la population mondiale va continuer de s'accroître et n'atteindra pas de plateau avant que le siècle suivant soit assez avancé.

Cela ne paraît peut-être pas très grave lorsque nous disons que la population mondiale s'accroît en moyenne de 2 p. 100 par année, mais c'est l'effet cumulatif de cette croissance et l'inégalité de sa distribution qui en font un problème d'une extrême gravité. Cette croissance survient surtout dans les pays en voie de développement où vivent déjà les deux-tiers de l'humanité. Dans maints pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, des millions d'hommes vivent dans l'indigence.

Nous ne saurions arriver à comprendre le problème de la surpopulation si nous ne nous arrêtons pas au fait que le tiers de l'humanité, habitant des pays industrialisés, consomme plus de 60 p. 100 des richesses et des ressources de la Terre. Tout bébé né au Canada où le problème de la surpopulation n'existe apparemment pas, consomme en grandissant 50 fois plus de ressources et d'énergie que n'importe quel bébé d'une région de forte densité démographique. Il s'ensuit que le monde industrialisé exerce, sur l'environnement, un impact beaucoup plus grand par habitant que le monde en voie de développement qui tient à juste titre cette situation pour explosive.

Le problème du tiers-monde ne réside donc pas dans sa population comme telle. Il réside plutôt dans l'extrême pauvreté que perpétue le contrôle exercé par les nations industrialisées sur la majeure partie des richesses et des ressources mondiales. En prenant pour acquis le maintien de niveaux de vie toujours plus élevés, qui exige une telle ponction sur les ressources naturelles et constitue une telle menace sur l'équilibre écologique de la planète, la minorité des riches deviennent plus riches aux dépens des pauvres dont le nombre va croissant. La Conférence mondiale sur la population a fait ressortir que les fortes populations ne sont pas la cause du sous-développement mais plutôt sa conséquence. Ce n'est donc pas le problème de la population qui doit préoccuper les députés, mais bien la qualité et la dignité de la vie humaine dans son ensemble.

Les programmes d'orthogénie à eux seuls ne résoudront pas le problème car, nous l'avons vu, le problème ne réside pas uniquement dans le nombre des naissances. L'Inde et de nombreux autres pays en voie de développement soutiennent que c'est la pauvreté qu'il faut faire disparaître puisque c'est elle qui est la principale cause de l'augmentation massive de la population.

Le taux de croissance de la population baissera alors radicalement. Dans les pays industrialisés, la stabilité de la population a suivi le développement économique. La planification familiale, que l'Occident préconise, peut facilement être considérée par le tiers-monde comme un moyen d'apaiser notre conscience sans apporter aux structures économiques et sociales les réformes voulues. Nombre de pays ont déclaré au Congrès mondial de la population qu'il ne faut pas prendre la planification familiale pour une panacée, qu'il faut reprendre le Plan d'action mondial de la population pour mettre un fort accent sur un "développement socio-économique rapide" plutôt que sur la planification familiale, comme moyen d'atteindre la stabilité démographique.

Quant aux politiques économiques et sociales, le plan d'action constate que les taux de fertilité ont été plutôt lents à baisser dans les pays en voie de développement et attribue en partie cet état de choses à "l'inertie des structures sociales et au manque de progrès économique". Il faut que toute la communauté internationale participe aux efforts de développement et "on doit veiller à la juste répartition des ressources et à la minimisation du gaspillage dans le monde entier". L'application de stratégies internationales "doit aider à combler le fossé sans cesse plus large qui sépare les niveaux de vie des pays industrialisés et des pays en voie de développement et faciliter l'abaissement des taux de croissance démographique, surtout dans les pays où celle-ci est particulièrement prononcée".

Le plan propose en outre un emploi plus judicieux, plus efficace des ressources naturelles afin que le gaspillage des uns ne prive pas les autres. On recommande aussi d'accorder une grande priorité à la production vivrière et à la découverte de nouvelles sources alimentaires ainsi que de stimuler la coopération internationale en favorisant la fourniture d'engrais et d'énergie.

Une politique démographique mondiale est donc fort complexe, comme l'est d'ailleurs le problème. Selon le programme des Nations Unies, on doit surtout protéger les personnes qui ont déjà reçu la vie. L'humanité devra faire preuve d'une ingéniosité et d'une force morale, sans précédent, si elle veut mettre en oeuvre une telle politique à l'échelle mondiale avant qu'il ne soit trop tard. Dans un monde toujours préoccupé par le quotidien, il est difficile de sensibiliser l'opinion publique aux politiques démographiques, car les résultats ne se font sentir qu'à très longue échéance. C'est pourquoi il faut attirer immédiatement l'attention des populations des pays développés sur la tâche à accomplir.

Notre réputation dans le monde, nos ressources techniques, notre richesse, mettent le Canada dans une position priviligiée où il peut répondre aux aspirations profondes de l'humanité. Comme les Canadiens commencent à saisir les vrais di-

mensions cachées de la poussée démographique, l'aide d'organismes non gouvernementaux sera particulièrement précieuse pour véhiculer les idées du gouvernement, certes, mais aussi pour façonner l'opinion publique.

Peu après[1] la conférence de Bucarest, le Conseil canadien de la coopération internationale a réuni 280 délégués de 40 grands organismes extra-gouvernementaux qui ont proposé les grandes lignes d'une politique démographique nationale pour le Canada. Les recommandations faites au gouvernement canadien devaient répondre aux besoins sociaux et économiques de la population mondiale tout en nous permettant d'assumer nos responsabilités globales. Le groupe a établi certains principes qui forment, à mon avis, un fondement solide pour l'élaboration d'une politique. Je voudrais simplement en énumérer quatre. Premièrement, à titre de pays prospère, le Canada devrait donner l'exemple en ralentissant le taux de consommation des ressources, accroître notre production alimentaire, notamment des protéines végétales, insister sur la mise au point de dispositifs équitables de distribution des produits alimentaires et des ressources naturelles. Deuxièmement, administrer une politique d'immigration clairement énoncée et équitable envers tous les futurs immigrants, cesser de favoriser l'exode des cerveaux dans les pays en voie de développement. Troisièmememt, améliorer les services d'enseignement de la vie familiale et de planification familiale tout en reconnaissant que l'usage général et croissant de l'avortement, antithèse du principe de la planification familiale, révèle que le respect de la valeur de la vie humaine diminue peu à peu. Quatrièmement, donner une plus haute priorité au développement social et économique des pays pauvres au moyen de dispositions plus équitables sur le plan commercial et monétaire et relativement aux investissements.

Pour répondre au voeu du nouveau secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures "réduire les disparités économiques dans le monde", le Canada devra prendre des mesures urgentes: reconnaître le nouvel ordre économique international et élaborer une politique globale à l'égard de la population du pays. Le temps est venu de remplacer les expédients par des solutions structurelles. La Conférence mondiale sur l'alimantation qui se tiendra à Rome en nomvembre, sous l'égide des Nations-Unies est l'endroit désigné pour faire valoir cette nouvelle façon d'aborder le problème. L'aide du Canada est nécessaire mais elle ne suffira pas à résoudre le problème de la faim, qui n'est pas unique. Les mesures visant à résoudre "le problème que pose la famine doivent être intégrées dans une stratégie globale de développement. J'en appelle au nouveau ministre, au non des millions de personnes qui voient dans le Canada une lueur d'espoir, pour que notre pays donne l'exemple dans ce domaine.

Doug Roche
Député fédéral, Edmonton - Strathcona

---

(1) Le texte original anglais se lit ainsi: Shortly before. En fait cette réunion eu lieu les 10 et 11 mai à Ottawa (N.D.L.R.)